

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/SGP/2

G/SCM/Q1/SGP/2

10 avril 1997

(97-1525)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions du CANADA à SINGAPOUR¹

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1997.

Question 1

Conformément à la *Loi de 1996 sur les droits compensateurs et les droits antidumping*, différents aspects du régime de Singapour en matière de droits antidumping et de droits compensateurs seront prescrits par la réglementation, notamment:

- paragraphe 2 5) - le montant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires;
- paragraphes 4 2) et 19 2) - le contenu d'une demande;
- paragraphes 7 1) et 21 1) - le délai prescrit pour établir une détermination préliminaire;
- alinéa 10 3) a) - le montant *de minimis* d'une subvention; et
- paragraphes 12 4) et 26 4) - le délai prescrit pour procéder à un réexamen.

Quand sera publiée et notifiée cette réglementation?

Question 2

La référence à "la branche de production nationale" faite à l'alinéa b) du paragraphe 4 8) de la Loi (c'est-à-dire la règle des 25 pour cent relative au soutien de la branche de production) est-elle fondée uniquement sur l'alinéa a) de la définition de la "branche de production nationale" (c'est-à-dire l'ensemble des producteurs nationaux) ou peut-elle être également fondée sur l'alinéa b) de cette définition (c'est-à-dire des producteurs nationaux dont les productions additionnées des marchandises similaires constituent une proportion majeure de la production nationale totale)?

¹G/ADP/N//SGP/2-G/SCM/N/1/SGP/2.

Question 3 Il est indiqué au paragraphe 4 8) de la Loi que ce paragraphe est d'application nonobstant toutes dispositions de l'article. Le Ministre est-il par conséquent tenu de déterminer que les seuils relatifs au soutien de la branche de production mentionnés dans ce paragraphe sont atteints avant d'ouvrir de sa propre initiative une enquête au titre du paragraphe 4 6)?

Question 4 Il est indiqué aux paragraphes 7 2) et 21 2) de la Loi que le Ministre "peut" mettre fin à une enquête s'il établit une détermination préliminaire négative. Le Ministre peut-il décider de poursuivre une enquête en pareil cas?

Question 5 Une enquête en matière de dumping/de subventions et une enquête visant à établir l'existence d'un dommage/d'un lien de causalité sont-elles menées par la même autorité ou ces responsabilités relèvent-elles de deux autorités?

Question 6 La Loi fait référence à "l'intérêt public" dans plusieurs contextes, par exemple pour déterminer:

- alinéa b) des paragraphes 4 3) et 19 3) - s'il convient d'ouvrir une enquête;
- paragraphes 9 4) et 23 4) - s'il convient d'imposer des droits compensateurs/antidumping après qu'une détermination finale positive a été établie;
- alinéa b) du paragraphe 11 2) et alinéa c) du paragraphe 25 2) - s'il convient d'accepter un engagement; et
- paragraphes 12 1) et 26 1) - s'il convient de procéder à certains réexamens.

Quels sont les facteurs touchant à l'intérêt public que le Ministre pourrait juger pertinents dans chacun des cas susmentionnés (en particulier pour déterminer s'il convient ou non d'imposer des droits compensateurs/antidumping après qu'une détermination finale positive a été établie)?

Question 7 En ce qui concerne les ventes à des prix inférieurs au coût visées au paragraphe 15 4) de la Loi, le Ministre est-il tenu d'appliquer les notes de bas de page 4 et 5 relatives à l'Accord antidumping de l'OMC pour déterminer si les ventes en question ont été effectuées "sur une longue période" et "en quantités substantielles"?